



# Thématique

La participation : nouvel idéal ?

Coordonnée par Dorina Hinteá et Pascaline Delhaye

---

# Je participe, donc j'existe ?

---

Pascaline Delhaye et Dorina Hintea

**L**a participation est un principe des droits de l'homme ; elle est supposée signer notre engagement dans la citoyenneté. Pour le Conseil de l'Europe, elle consiste, « pour des particuliers et des groupes de particuliers, à avoir le droit, les moyens, la place, la possibilité et, si nécessaire, le soutien, d'exprimer librement leur opinion, d'être entendu et de contribuer aux prises de décision qui les concernent ». La thématique est devenue incontournable, développant une littérature abondante et un champ sémantique en expansion : projet participatif, management participatif, recherche participative, etc...

Le travail social n'est pas en reste et s'en empare également, le déterminant comme un nouvel enjeu. D'ailleurs, la récente définition officielle du travail social en France, inscrite dans le Code de l'Action sociale et des familles (décret du 6 mai 2017), nomme la participation comme un des buts poursuivis par le travail social (au même titre que l'émancipation, l'accès à l'autonomie et la protection), réaffirmant ainsi le principe central de la loi 2002-2.

Sur quoi repose ce besoin de réinventer constamment ce concept (Maryse Bresson, 2014) ? De quoi cet élan de notre société est-il le signe ? D'un réel progrès social visant l'égalité, la réduction des distances, l'émancipation, le pouvoir d'agir ? Est-elle le reflet d'une réponse à la crise démocratique ? Peut-on y voir l'émergence d'un nouvel idéal ? Comment sont pensés les risques de manipulation et d'instrumentalisation, dont la participation n'est pas exempte ? N'est-elle finalement pas l'effet d'une mode bienveillante ?

Comment les travailleurs sociaux mettent-ils en œuvre la participation dont le rapport du Haut Conseil du Travail Social précise que « la participation ne se décrète pas, elle se construit pas à pas » (17 juin 2017, p 9) ?

Pour soutenir le débat soulevé par notre thématique, les contributeurs proposent des apports contextuels, conceptuels et méthodologiques dans une confrontation des idées montrant les limites et les atouts de la participation.

La première partie, critiques et analyses, regroupe des textes mettant en tension idéal et praxis.

Pour commencer, Michel Autès nous convie à une lecture critique de la participation. La face sombre du « *mythe participatif* » et, en contrepoint, le réel enjeu démocratique, sont illustrés par la force de l'exemple. Après un détour d'analyse du modèle participatif affirmé dans le monde social de la santé, le regard du sociologue revient dans le champ du travail social. Selon lui, la question de la participation dans le travail social est indissociable de celle de justice sociale. Elles appartiennent à une sorte de mythologie qui cherche à dépasser les contradictions réelles qui organisent l'action des professionnels ; entre règle sociale et droit individuel, entre normativité et liberté, entre injonction sociale et respect des personnes.

28 — L'article « D'une participation décrétée à une participation incarnée », signé par Rodolphe Perchot, Sonja Kellenberg et Catherine Taglione, questionne lui aussi « *l'injonction volontaire* » à participer ou « *l'impératif délibératif* » (Blondiaux et Sintomer, 2002) à partir de travaux et recherches-actions collaboratives portés par l'IRTESS de Bourgogne.

La contribution, en ligne, de Valentine Prouvez et Nicolas Ledermann, plaide pour l'affirmation d'une nécessaire vision éthique de la participation dans les démarches d'évaluation proliférées dans les établissements sociaux et médico-sociaux. Elle met au centre de son analyse le changement de paradigme pour le travailleur social. Si, jadis, il fondait son action sur la vocation militante, de nos jours, il intériorise l'injonction législative qui le transforme en « *agent* » de contrôle social. Cette première partie se clôture par les propos optimistes de Claire Heijboer qui formule l'hypothèse de l'avènement « *d'un nouvel âge de la solidarité* » (Duvoux, 2012) qui se construit à la force des « *rappports sociaux d'usage* » (Chauvière, 2006 ; 2015) plus équitables. Émerge dans cette perspective de modernisation institutionnelle, une figure majeure, celle de « *l'usager* ». De « *l'usager-citoyen* » à « *l'usager* » (acteur et expert de sa situation). Sommes-nous en chemin pour une nouvelle traversée sémantique ?

La deuxième partie est consacrée à la participation à l'œuvre dans la formation des travailleurs sociaux et dans les actions communautaires. C'est avec vigilance pour la critique constructive du concept de participation et en s'appuyant sur une enquête auprès des formateurs dans une école en travail social, que Célia Bosse décrit l'écart entre une idéologie qui fait globalement l'unanimité et la mise en œuvre dans l'exercice de la profession. Absence de méthode, management vertical, asymétrie des rapports sociaux, injonctions législatives, sont évoquées comme freins dans l'opérationnalité. Face à ces déficits structurels, la formation initiale pourrait jouer, pour l'auteure, un rôle important pour faire de la participation une pratique effective.

Pascaline Delhaye et Donatienne Galliot proposent une réflexion sur le sens que prend la participation des personnes accompagnées dans la formation des travailleurs sociaux au sein de l'IRTS Hauts de France, croisant les apports de l'expérience de terrain et d'une recherche qui y a été menée. Elles déploient ce qui se joue, tant pour les étudiants que pour les personnes accompagnées et les cadres pédagogiques, dans ces espaces où la rencontre peut avoir lieu.

L'article suivant est rédigé par quatre membres d'ATD Quart Monde, Thomas Poirier, Céline Truong, Sreng Truong et Marie Verkindt. Les auteurs se penchent, à partir d'un projet pilote de promotion familiale, sociale et culturelle dans un quartier de Lille, sur les conditions de la participation effective et la parole vraie. Ils donnent à réfléchir sur les liens complexes entre relation de pouvoir, lien de dépendance et lien de confiance. Leur expérience de terrain les amène à penser ce qu'ils nomment la « *nécessité de l'autre* », au sein notamment de formations réciproques.

Dans son article, Aurélien Graizon discute, depuis la posture d'ingénieur social, de la place qui peut être proposée aux publics dans les développements de projets, de conceptualisation de l'action et de l'évaluation. Sous l'angle de l'intermédiation sociale, l'auteur s'appuie sur la notion de propriété des biens et services pour dépasser la coopération symbolique et s'engager dans la codécision.

Charlotte Maisin (article sur le site), en collaboration avec un groupe d'auteurs, relate l'expérience tirée d'actions sociales communautaires à Bruxelles, discutées lors d'une Méthode d'Analyse en Groupe. L'action communautaire y apparaît selon une logique descendante ou

ascendante, formalisée ou déviante, directe ou indirecte ; un lieu de tension où se jouent la confrontation et la conflictualité, mais aussi la reconnaissance des savoirs.

Dans une troisième partie, l'accent est porté sur le domaine, délicat en matière de participation, de la protection de l'enfance.

Caroline Maupas propose ici une réflexion issue d'un travail de thèse en cours sur la participation des parents en protection de l'enfance. L'auteur montre que cette participation, voulue par les politiques publiques, peut finalement donner à vivre, aux mères essentiellement, une forme de domination sociale singulière, appuyée sur des rapports de classe et de genre.

L'article « Regards croisés sur la participation dans un service d'accompagnement à la parentalité », à retrouver sur internet, est le fruit d'un travail d'écriture collective regroupant professionnels et personnes accompagnées. Les auteurs déclinent ici les formes et enjeux de la participation, tant dans les accompagnements individuels que dans les activités de groupe et dans la vie du service. Ils soulignent l'idée de réciprocité dans l'entraide.

30 —

Le texte de Laurent Rigaud, « Voix sans issue », est court et brutal ; une vignette clinique qui retrace une trajectoire dramatique dans une situation en Protection de l'Enfance où le sujet est assommé par le discours que la société attend de lui, sans que la place ne lui soit laissée pour dire qu'il n'y arrive pas. De l'idéal de participation...

L'article de Séverine Euillet, à lire sur le site internet, se penche sur la participation des enfants en famille d'accueil, d'après une recherche réalisée auprès des enfants eux-mêmes, des parents et des professionnels. Les discours révèlent des enjeux différents selon les acteurs : processus identitaires pour les parents, questionnement de légitimité pour les professionnels, doutes pour les enfants de l'utilisation de leurs points de vue. La participation apparaît *in fine* comme un révélateur de l'équilibre des dynamiques relationnelles, dans l'effort de cohérence et de communication entre les adultes et autour de l'enfant.

L'écrit de Ludovic Blin s'appuie sur une recherche ethnographique qui porte sur la participation de l'enfant en situation de handicap. Après avoir déployé les liens entre jeu et participation, l'auteur montre que

la non-participation peut révéler deux réalités distinctes : une non-participation effective et une participation à distance.

Enfin, Enrique Garcia décrit dans son texte l'expérience de la participation dans un centre maternel dans les années 90. Jeune professionnel alors, voulant changer les pratiques d'une institution fonctionnant sans transparence, il relate les nouvelles formes de participation des mères pour sortir de la dépendance : agir par soi-même, tenir une parole libre et critique, s'investir dans les instances de représentation. Le pouvoir d'agir, c'est passer de la honte à la fierté. Pour aller plus loin, Audrey Réant propose une exploration documentaire riche en références bibliographiques que nous vous invitons à parcourir.

**Pascaline Delhayé et Dorina Hintea.**